



FOURNITURE DE CHAISES MOTEUR DES GMPP POUR LE RINCAGE DYNAMIQUE RPP SUR LE CHANTIER RJH

MARCHE XXXXXXXXXX

ENTRE :

Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur Pascal PIERRE**, agissant en qualité de Chef de Projet Bloc Réacteur, ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société **XXXXXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXXXX sous le numéro XXXXXXXXXX, dont le siège social est situé XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

représentée par **XXXXXXX**, agissant en qualité XXXXXX, ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
3.2.1 Part ferme et forfaitaire	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
3.2.2 Livrables Documentaires	4
ARTICLE 4 : CONDITIONS D' EXECUTION	4
4.1 CONDITION GENERALES D'EXECUTION	4
4.2 EMBALLAGES-EXPEDITIONS-TRANSPORT-LIVRAISON	5
4.2.1. Dispositions générales	5
4.2.2 Emballage.....	5
4.2.3 Expéditions – transport – livraisons	5
4.3 DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS.....	6
4.4 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	6
4.5 CONFIDENTIALITE.....	7
4.6 LIEU D'EXECUTION	7
4.7 RESPONSABILITES.....	7
4.7.1 Responsabilité de fonctionnement.....	7
4.7.2 Responsabilité d'encadrement.....	7
4.7.3 Correspondants techniques.....	8
ARTICLE 5 : PRIX - CONDITIONS FINANCIERES.....	8
ARTICLE 6 : ECHEANCIER DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE FACTURATION	9
7.1 MODALITES DE FACTURATION	9
7.2 REGIME FISCAL	9
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 10 - PENALITES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 11 : QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	12
ARTICLE 12 : RECEPTION - GARANTIE.....	12
ARTICLE 13 – JURIDICTION COMPETENTE.....	14
ANNEXE 1 – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE DE LA PRESTATION (DPGF).....	16
ANNEXE 2 – PLANNING DE LA PRESTATION.....	17

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	2/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :

Nom : Isabelle HERBET
Email : isabelle.herbet@cea.fr
Tél : 04.13.58.54.20

Affaire suivie commercialement par :

Nom : Anna ROBLES (CAPGEMINI)
Email : anna.robles@cea.fr
Tél : 04.13.58.03.67

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture des chaises moteurs destinées au maintien des 3 Groupes Moto Pompes Primaires du RJH du réacteur Jules Horowitz (RJH).

La prestation est réalisée pour le compte du Projet RJH du CEA/Cadarache, qui assure la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage du Projet RJH.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02831-ARS,
- la Spécification technique du besoin (STB) référencé DOC-0064600 Ind. B,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire en date du XX/XX/XXXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché. Une fois l'exécution des prestations concernés commencées, le Titulaire est réputé ne pas avoir d'observation.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	3/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La prestation, objet du Marché, sera réalisée conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le marché est structuré en une part ferme et forfaitaire décomposée comme suit :

- Poste 1 : Réalisation d'un dossier d'étude comprenant :
 - une note de calcul de tenue au poids propre du moteur des GMPP
 - un plan de fabrication
- Poste 2 : Approvisionnements :
 - Poste 2.1 : Approvisionnements nécessaires à la fabrication des 3 Chaises moteur
 - Poste 2.2 : Approvisionnement de la boulonnerie (vis et rondelles plates) à la quantité requise par la STB réf. DOC-0064600 Ind. B + 20%
- Poste 3 : Fabrication de 3 Chaises moteurs
- Poste 4 : Etablissement d'un dossier comprenant la documentation finale soit :
 - le dossier d'étude TQC
 - le dossier d'approvisionnement
 - les procès-verbaux des opérations et de contrôles
 - les déclarations de conformité
- Poste 5 : Livraison sur site des accessoires (chaises moteurs, vis et rondelles plate)

3.2.1 Livrables Documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation. Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D' EXECUTION

4.1 CONDITION GENERALES D'EXECUTION

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, le Titulaire doit relever sur place, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix ferme et forfaitaire. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	4/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais.

Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception du Marché, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

4.2 EMBALLAGES-EXPEDITIONS-TRANSPORT-LIVRAISON

4.2.1. Dispositions générales

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité des équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures jusqu'à la réception du Marché prononcée par le CEA ou tout représentant dûment mandaté par lui.

Les équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures sont emballés, expédiés, transportés et déchargés aux frais, risques et périls du Titulaire qui doit prendre toutes informations sur les moyens de communication et de déchargement ainsi que toutes sujétions en découlant ; il fait son affaire de toutes formalités et autorisations administratives nécessaires.

Les modalités de l'expédition et du transport sont fixées dans les Instructions Générales de Chantier ainsi que les lieux, jours et heures de livraisons des marchandises sur Site.

Le poids de chaque colis et l'emplacement de l'élingage doivent être indiqués sur tous les colis lourds.

4.2.2 Emballage

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant au point de vue manutention que conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous règlements et normes, en particulier pour les produits chimiques et les matières dangereuses telles que les matières radioactives. Il est pourvu d'un marquage en langue française propre à assurer la sécurité du matériel pendant sa manutention et son transport jusqu'à destination finale.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, insuffisant ou mal adapté, sont entièrement à la charge du Titulaire.

Les emballages portent la référence lisible du Marché et comportent obligatoirement toutes les marques et inscriptions utiles (notamment la date d'expédition, l'adresse de l'expéditeur et du destinataire de la livraison) ou réglementairement imposées.

Les emballages consignés sont restitués aux frais et risques du Titulaire.

4.2.3 Expéditions – transport – livraisons

Dans le cas d'équipements particuliers de transport ou de montage fabriqués spécialement, ceux-ci restent la propriété du CEA après complet paiement du prix.

Le Titulaire ne doit procéder à aucune expédition sans s'être au préalable mis d'accord avec le CEA sur la date prévue pour le commencement des expéditions et il doit remettre en temps utile au CEA :

- Un état des colis qui, par leur nature, leur volume ou leur poids, présentent des difficultés de transport ou de manutention,
- Les fiches de sécurité des produits chimiques,
- Les certificats de conformité des matériels,
- Le calendrier des expéditions arrêté en accord avec le CEA.

Dans le cas d'expédition de matériel très lourd ou très volumineux, le Titulaire est tenu de s'assurer auprès du CEA que le site est en état de recevoir le matériel et il doit lui adresser un préavis écrit d'expédition.

Le Titulaire supporte les conséquences financières d'une expédition effectuée sans accord ou préavis.

Les bordereaux d'expédition sont adressés en double exemplaire par le Titulaire et mentionnent obligatoirement :

- La référence du Marché,
- La destination de la livraison,
- La date d'expédition,

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	5/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- La nomenclature détaillée des articles avec le nombre de colis, les poids bruts et nets,
- La dénomination sociale du Titulaire,
- La référence des pièces et/ou des plans correspondants,
- L'indication des produits et matériels dangereux.

Sauf dispositions particulières convenues par les parties, les bordereaux d'expédition doivent être envoyés en temps voulu pour arriver à destination avant le matériel livré.

Pour les pièces de rechange, si un bordereau est incomplet, ou s'il n'est pas expédié en temps utile pour permettre de faire éventuellement des réserves auprès du transporteur, les poids et quantités reconnus par le CEA à l'arrivée sont seuls pris en considération pour la vérification des factures.

Le Titulaire est seul chargé, au moment de l'expédition, d'assurer le contrôle quantitatif des matériels et équipements et, pendant le transport, de faire toutes réserves utiles auprès des transporteurs en cas d'avarie, de manquement, de retard ou d'erreur d'adresse.

Le Titulaire fait son affaire, sous sa responsabilité, des manutentions et des transports sur le site du RJH. Les frais dus à l'immobilisation prolongée des moyens de transport par suite d'un retard de déchargement dû au Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Les lieux et conditions de livraison et de stockage des équipements et matériels sont définis dans les Instructions Générales de Chantier.

4.3 DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS

Les réunions ci-après sont à minima requises, elles se dérouleront dans les locaux du CEA sur le site du chantier RJH :

- une réunion d'enclenchement,
- des réunions de suivi de la prestation,
- une réunion de clôture au terme du présent marché.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire, et soumis à l'acceptation du CEA dans un délai maximal de 7 (sept) jours ouvrés suivant la date de la réunion.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

Le CEA peut décider de rédiger le compte-rendu d'une réunion auquel cas il en informe le Titulaire.

D'autres réunions pourront avoir lieu, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

En sus des points à évoquer au cours des réunions mensuelles, seront présentés tous les 6 mois par le Titulaire la mise en œuvre des actions en terme de maîtrise de l'environnement.

4.4 OBLIGATION DE RESULTAT

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins, fonctionnalités, contraintes et exigences exprimées par le CEA dans les documents cités supra (cf. Art. 2 « Documents Applicables »).

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourrait prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

4.5 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	6/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.6 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du Marché. Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du Marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

4.7 LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées dans les locaux du Titulaire et sur le site du chantier clos et indépendant du RJH à Cadarache. Les horaires d'accès au chantier RJH sont spécifiés dans le règlement de chantier du RJH.

4.8 CONFLIT D'INTERET

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un Marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel Marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

4.9 TRAÇABILITE

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

4.10 RESPONSABILITES

4.10.1 Responsabilité de fonctionnement

Le Titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations définies dans le cahier des charges et le Marché.

4.10.2 Responsabilité d'encadrement

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	7/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pendant toute la durée du Marché, le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur de son personnel.

4.10.3 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Nom : Isabelle HERBET

Email : isabelle.herbet@cea.fr

Tél : 04 13 58 09 53

Pour le Titulaire :

Nom : xxxxxxxxxxxx

Tél : xxxxxxxxxxxx

Email : xxxxxxxxxxxx

ARTICLE 5 : PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

Le montant du Marché s'élève à la somme globale, ferme et forfaitaire de **XXXXXX € HT** (XXXXXXXX euros hors taxes) décomposé comme suit (cf. Annexe X):

- Poste 1 : XXXXXXXXXXXXX €HT.
- Poste 2 : XXXXXXXXXXXXX €HT.:
- Poste 3 : XXXXXXXXXXXXX €HT.
- Poste 4 : XXXXXXXXXXXXX €HT.
- Poste 5 : XXXXXXXXXXXXX €HT.

ARTICLE 6 : ECHEANCIER DE PAIEMENT

Le montant de la part ferme sera facturé selon les modalités suivantes :

- Poste 1 : 100% du montant HT du poste 1, soit xxxx € HT à l'acceptation sans réserve, par le CEA, de la note de calcul de tenue au poids propre du moteur des GMPP.
- Poste 2 : 100% du montant HT du poste 2, soit xxxx € HT au constat d'approvisionnement des accessoires, accepté par le CEA.
- Poste 3 : 100% du montant HT du poste 3, soit xxxx € HT à la recette usine, accepté par le CEA.
- Poste 4 : 100% du montant HT du poste 4, soit xxxx € HT à l'acceptation sans réserve, par le CEA, de l'intégralité du dossier comprenant la documentation finale.
- Poste 5 : 100% du montant HT du poste 5, soit xxxx € HT à la livraison sur site, accepté par le CEA.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	8/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE FACTURATION

7.1 MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4001078659

Pour tout renseignement :

- Mail générique : RELANCES@cea.fr
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : CONTACT_DEMAT@cea.fr.

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

7.2 REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

ARTICLE 8 : NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHÉ

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue au Marché (levée de la part optionnelle, mise à disposition, transmission de donnée d'entrée,),
- La notification d'une disposition non prévue au contrat (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles).

8.3 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU CONTRAT

8.1.1 Généralités

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au contrat pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA. Le CEA est également signataire de l'OS en cas de notification d'une levée d'Option.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (levée de l'option, mise à disposition, transmission de données d'entrée, ...). Le Titulaire doit en accuser réception datée.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	9/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Plus particulièrement, un OS est émis pour lever l'option et pour une demande d'exécution unilatérale d'une Modification.

8.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT : TRAITEMENT DES MODIFICATIONS

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

Les échanges entre le Titulaire et le Projet RJH en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche Descriptive de Modification Titulaire (FDM). La FDM est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le Projet RJH.

La FDM n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDM nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le Projet RJH

A l'issue de l'instruction d'une FDM, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues. De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

8.3 ETABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexes du Marché. A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du Marché.

8.4 REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

Si le Titulaire n'a pas fait connaître sa proposition à l'expiration de ce délai ou si le Titulaire et le CEA ne sont pas parvenus à un accord sur les prix proposés, les modifications du marché (sont notifiées au Titulaire au moyen d'un AMC à prix provisoires, exécutoire sur la base de prix provisoires arrêtés par le CEA.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés suivant la notification par AMC des modifications du marché, il n'a pas présenté d'observation au CEA avec toutes les justifications utiles.

Lorsque le CEA et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'une révision de l'AMC pour correction du prix.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	10/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

8.5 AVENANT

Les prestations, objet de modifications autres que celles définies au § 3.1.3 ou en cas de dépassement du montant plafond de la part estimative définies au § 3.1.3, ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 10 : DELAI D'EXECUTION

Le délai de réalisation du marché est de 8,5 semaines, à compter de la réunion d'enclenchement (J0).

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA lors de la réunion d'enclenchement.

Les délais des différents jalons contractuels sont définis tels que ci-dessous :

Jalons	Intitulés	Délais	Pénalisable
J0	Réunion d'enclenchement	T0	NON
J1	Études	T0 + 1.5 semaines	NON
J2	Approvisionnement des chaises et quincailleries	T0 + 5 semaines	OUI
J3	Fabrication des chaises et quincailleries	T0 + 7 semaines	NON
J4	Dossier final	T0 + 8 semaines	OUI
J5	Livraison des accessoires	T0 + 8.5 semaines	OUI

La date estimée du T0 par le CEA est fixée au 15 septembre 2025, à titre indicatif.

ARTICLE 11 : PENALITES

En complément des dispositions énoncées par les CGA concernant les pénalités, il est fait application des dispositions contractuelles ci-après en cas de dysfonctionnements constatés dans le déroulement de la prestation.

N°	CONDITION D'APPLICATION	PENALITES
P1	Retard sur l'approvisionnement des chaises et quincailleries (Jalon J2) induisant un décalage de la fabrication des chaises et quincailleries (Jalon J3).	500€ par jour calendaire de retard
P2	Retard sur la remise du dossier final (Jalon J4).	500€ par jour calendaire de retard
P3	Retard sur la livraison sur site des accessoires (Jalon J5)	500€ par jour calendaire de retard

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	11/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

P4	Absence aux réunions auxquelles le Titulaire est convoqué. <i>NOTA : Tout retard de plus d'une demi-heure est considéré comme une absence, et sera pénalisé comme tel.</i> La présence obligatoire du Titulaire lui sera spécifiée, soit par l'indication sur le compte rendu de la réunion précédente, soit par une convocation particulière	200€ par absence
----	--	------------------

1.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- plafonnées à 10 % du montant total du marché (y compris options levées),
- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé préjudice.

ARTICLE 11 : QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. À cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 12 : RECEPTION - GARANTIE

Les conditions de garantie applicables au Marché sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du C.E.A en vigueur (cf. chapitre 11 des CGA). Pour l'ensemble des garanties, le départ de la période de garantie est la réception du Marché.

ARTICLE 13 : PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

Obligation de confidentialité

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	12/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les informations et documents relatifs à l'exécution du Marché n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense ¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- **DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

- **DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

- **Maîtrise des échanges et supports autorisés**

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, Titulaire, co-traitant et sous-traitant.

(*) Accès par mot de passe

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	13/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Système d'information

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Supports amovibles USB		
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ARTICLE 14 : JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Signatures en pages suivantes



Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	14/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

**ANNEXE 1 – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE DE LA
PRESTATION (DPGF)**

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	16/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 2 – PLANNING DE LA PRESTATION

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-02831-ARS	40000XXXX	17/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	